




Informations de base	
<b>2003/0015(CNS)</b>  CNS - Procédure de consultation Règlement  Mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban: exceptions au gel des fonds et des ressources économiques  Modification Règlement (EC) No 881/2002 <a href="#">2002/0059(CNS)</a>  <b>Subject</b>  7.30.20 Lutte contre le terrorisme  <b>Zone géographique</b>  Afghanistan	Procédure terminée

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond		Date de nomination
	<b>LIBE</b> Libertés et droits des citoyens, justice, affaires intérieures	<a href="#">HERNÁNDEZ MOLLAR</a> Jorge Salvador (PPE-DE)	18/02/2003
	Commission pour avis		Date de nomination
	<b>AFET</b> Affaires étrangères, droits de l'homme, sécurité commune, défense	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>ECON</b> Economique et monétaire	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunions	Date
	Transports, télécommunications et énergie	2499	2003-03-27
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Relations extérieures		

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé

03/02/2003	Publication de la proposition législative	COM(2003)0041 	Résumé
12/02/2003	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
18/02/2003	Vote en commission		Résumé
18/02/2003	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A5-0036/2003	
12/03/2003	Débat en plénière		
13/03/2003	Décision du Parlement	T5-0095/2003	Résumé
27/03/2003	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
27/03/2003	Fin de la procédure au Parlement		
29/03/2003	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2003/0015(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Règlement
Modifications et abrogations	Modification Règlement (EC) No 881/2002 2002/0059(CNS)
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 308
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	LIBE/5/19211

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A5-0036/2003	18/02/2003	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T5-0095/2003 JO C 061 10.03.2004, p. 0318-0375 E	13/03/2003	Résumé
Commission Européenne				
Type de document	Référence		Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2003)0041 		03/02/2003	Résumé

Informations complémentaires		
Source	Document	Date

Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final		
Règlement 2003/0561 JO L 082 29.03.2003, p. 0001-0002		Résumé

## Mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban: exceptions au gel des fonds et des ressources économiques

2003/0015(CNS) - 13/03/2003 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant par 450 voix pour, 1 contre et 16 abstentions le rapport de M. Jorge Salvador HERNANDEZ MOLLAR (PPE-DE, E), le Parlement se rallie à la position de sa commission au fond et approuve la proposition de la Commission sous réserve des amendements adoptés en commission au fond (se reporter au résumé du 18 février 2003). Pour l'essentiel, le Parlement demande l'application d'une procédure de radiation de certains noms de la liste des personnes et entités figurant sur la liste établie à l'annexe I du règlement suite à la présentation d'une pétition adressées aux autorités compétentes. La Plénière ajoute que des raisons doivent être invoquées pour tout gel des avoirs en vertu du règlement par les autorités compétentes des États membres. La Plénière a également ajouté un article prévoyant que dans un délai de deux ans après l'entrée en vigueur du règlement, les États membres devraient évaluer la légalité et l'efficacité dudit règlement. Le présent règlement expirerait le jour où les résolutions 1267(1999), 1390(2002) et 1452(2002) du Conseil de sécurité de l'ONU seraient abrogées et annulées.

## Mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban: exceptions au gel des fonds et des ressources économiques

2003/0015(CNS) - 27/03/2003 - Acte final

OBJECTIF : modifier le règlement 881/2002/CE du Conseil portant sur des mesures restrictives à l'égard des terroristes d'Al-Qaida et d'Oussama ben Laden afin de prévoir un certain nombre de dérogations au principe du gel des avoirs des terroristes. MESURE DE LA COMMUNAUTÉ : Règlement 561/2003/CE du Conseil modifiant, en ce qui concerne les exceptions au gel des fonds et des ressources économiques, le règlement 881/2002/CE instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban. CONTENU : Le règlement 881/2002/CE du Conseil du 27 mai 2002 prévoit le gel des fonds et des ressources économiques prévu par la position commune 2002/402/PESC (se reporter à la fiche de procédure CNS/2002/0059). Ces mesures de gel découlent elles-mêmes des résolutions 1267(1999), 1333(2000) et 1390(2002) du Conseil de sécurité des Nations Unies. Toutefois, afin d'assouplir le dispositif prévu par ces différentes résolutions, la résolution 1452(2002) du 20 décembre 2002, prévoit un certain nombre de dérogations et d'exceptions au régime du gel des fonds des terroristes. C'est pourquoi, le présent règlement entend aligner la position de l'Union sur celle des Nations Unies et prévoit un certain nombre de dérogations au principe du gel des avoirs, notamment à des fins humanitaires. ENTRÉE EN VIGUEUR : 30 mars 2003.

## Mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Taliban: exceptions au gel des fonds et des ressources économiques

2003/0015(CNS) - 03/02/2003 - Document de base législatif

OBJECTIF : modifier le règlement 881/2002/CE du Conseil portant sur des mesures restrictives à l'égard des terroristes d'Al-Qaida et d'Oussama ben Laden afin de prévoir un certain nombre de dérogations au principe du gel des avoirs des terroristes. CONTENU : Le règlement 881/2002/CE du Conseil du 27 mai 2002 donne effet, notamment, au gel des fonds et des ressources économiques prévu par la position commune 2002/402/PESC (se reporter à la fiche de procédure CNS/2002/0059). Ces mesures de gel découlent des résolutions 1267(1999), 1333(2000) et 1390(2002) du Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans sa résolution 1452(2002) du 20 décembre 2002, le Conseil de sécurité a décidé qu'il convenait de prévoir certaines dérogations et exceptions au régime du gel des fonds des terroristes. C'est pourquoi, la présente proposition de règlement entend aligner la position de l'Union sur celle des Nations Unies et prévoir un certain nombre de dérogations au principe du gel des avoirs. Les dérogations faciliteraient

l'application des mesures relatives au gel et les exceptions seraient accordées pour des motifs d'ordre humanitaire. À noter que la résolution 1452 (2002), adoptée à l'initiative des membres de l'UE au sein du Conseil de sécurité, répond aux préoccupations exprimées par le Parlement européen dans son avis du 11 avril 2002 (voir CNS/2002/0059) sur le règlement 881/2002/CE concernant une éventuelle violation des droits fondamentaux.